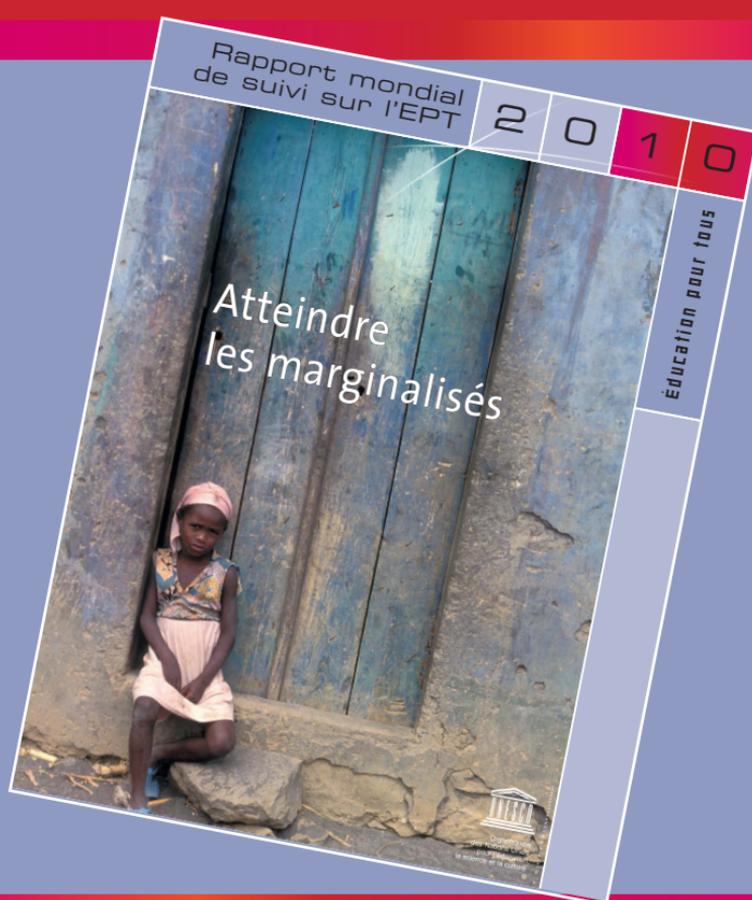


Education pour Tous d'ici 2015

La réponse de
l'Internationale de l'Education
au Rapport mondial de suivi 2010



- ❖ Développer la protection et l'éducation de la petite enfance
- ❖ Rendre l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous
- ❖ Développer l'apprentissage et les savoir-faire auprès des jeunes et des adultes
- ❖ Accroître de 50 % le taux d'alphabétisation des adultes
- ❖ Atteindre la parité entre les sexes d'ici 2005 et l'égalité d'ici 2015
- ❖ Améliorer la qualité de l'enseignement



EDUCATION INTERNATIONAL
INTERNACIONAL DE L'EDUCACION
INTERNACIONAL DE LA EDUCACIÓN

www.ei-ie.org



Introduction

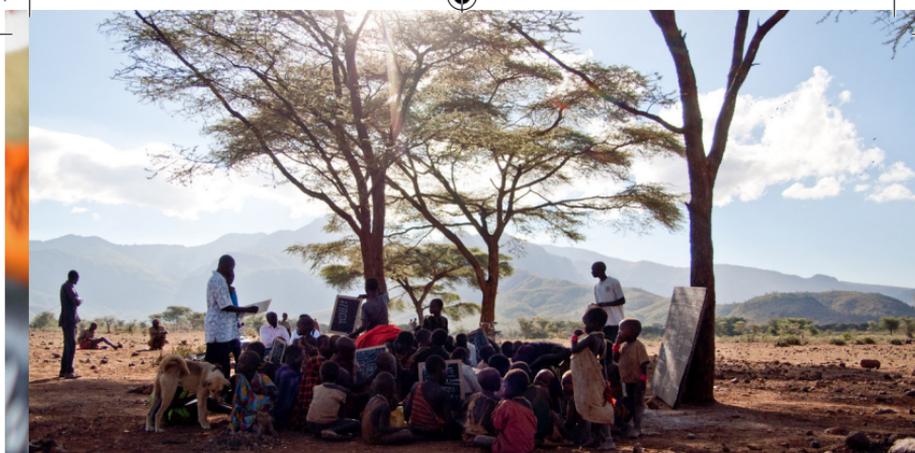
Une décennie s'est écoulée depuis les engagements pris à Dakar en 2000 pour unifier la communauté internationale autour des nobles aspirations des objectifs de l'Éducation pour Tous (EPT). A cinq ans seulement de la date butoir de 2015, nous pouvons nous réjouir des grands progrès accomplis. Mais il reste cependant beaucoup à faire - en urgence et avec détermination - particulièrement si l'on considère la crise mondiale aux niveaux économique, alimentaire, climatique et de l'emploi.

Le Rapport mondial de suivi (RMS) 2010 met en évidence le besoin primordial d'atteindre les apprenants marginalisés, quelle qu'en soit la raison : pauvreté, genre, vie dans des zones rurales reculées, statut de minorité ethnique, langue, handicap ou tout autre facteur.

Le Rapport réitère les promesses faites par les gouvernements dans le Cadre d'action de Dakar (2000) de « cibler expressément les plus pauvres et les plus marginalisés et d'apporter une réponse adaptée à leurs besoins et à leur situation » et souligne que les gouvernements ne parviennent toujours pas à tenir leurs engagements à traiter les problèmes de l'extrême pauvreté et du préjudice éducatif persistant. Les chercheurs du RMS font remarquer à nouveau, que, malgré les progrès réalisés, plusieurs pays négligent leur responsabilité de pourvoir aux besoins de tous les apprenants et plus spéciale-



Toutes les photos proviennent du RMS 2010 / © Unesco
(veuillez vous référer au site pour de plus amples information)



 Internationale de l'Éducation

ment des groupes d'apprenants marginalisés, retardant ainsi l'accomplissement des objectifs de l'EPT.

Le rapport indique que bon nombre des pays les plus pauvres au monde risquent de ne pas atteindre les objectifs fixés pour 2015 et qu'il existe un réel danger de voir une grande partie des progrès accomplis par le passé stoppés ou anéantis.

L'Internationale de l'Éducation (IE) a elle-même souligné que les pressions budgétaires nationales, l'augmentation du chômage et la pauvreté croissante qui en découle représentent autant de menaces au développement et rendent plus vulnérables des millions de personnes. La crise financière mondiale ne peut pas servir d'excuse pour priver une génération de jeunes de leur droit fondamental à une éducation de qualité.

Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO, l'écrit dans l'avant-propos du RMS : « Nous sommes à la croisée des chemins. Soit nous continuons à faire comme si de rien n'était et risquons d'anéantir les progrès considérables accomplis au cours de la décennie écoulée, soit nous nous servons de cette crise comme d'une occasion pour créer des systèmes durables qui promeuvent l'inclusion et mettent fin à toutes les formes de marginalisation ».





Le Rapport mondial de suivi comme outil de plaidoyer

Le Rapport mondial de suivi constitue une ressource extrêmement complète. Il comporte plus de 500 pages et reprend les dernières statistiques et informations en matière d'éducation, ce qui peut s'avérer très utile pour les recherches des syndicats et le travail de plaidoyer. Cependant, la longueur du rapport peut également représenter un obstacle. C'est la raison pour laquelle l'IE produit cette analyse succincte pour aider les dirigeants syndicaux et les activistes.

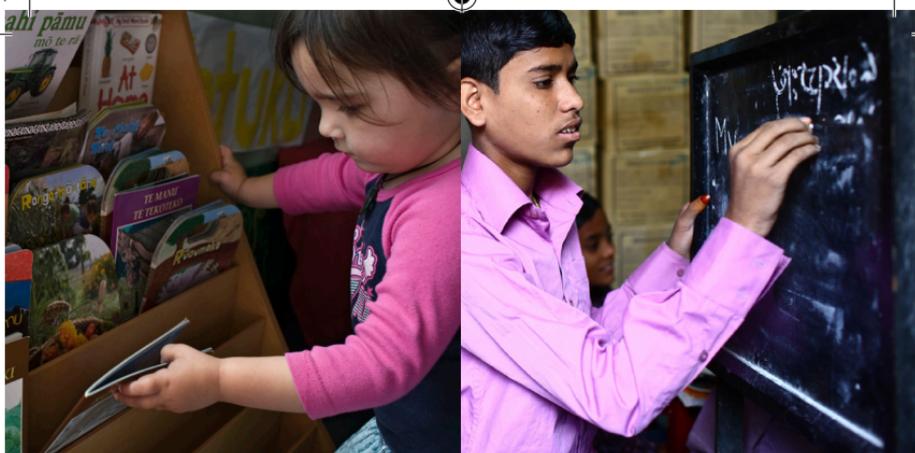
Les 40 pages de résumé constituent sans doute la section la plus utile pour les personnes devant disposer d'un peu plus de détail.

Les autres chapitres sont les suivants :

- *L'éducation en péril : l'impact de la crise financière*
- *Progrès accomplis vers la réalisation des six objectifs de l'EPT*
- *Atteindre les marginalisés*
- *Le pacte de l'aide : les engagements ne sont pas tenus*
- *Se montrer à la hauteur du défi de l'EPT*

Le Rapport dans sa version complète est disponible en ligne en anglais, français, espagnol, à l'adresse suivante : <http://www.unesco.org/fr/efareport/reports/2010-marginalization>

Le RMS constitue une mine d'informations, mais d'autres ressources importantes sont également



 Internationale de l'Éducation

à souligner. Grâce à sa campagne *Levez la main pour l'éducation !*, l'IE a développé une banque de ressources sur l'impact mondial de la crise économique. Ces éléments sont disponibles à l'adresse suivante : www.ei-ie.org/handsup/fr

Le RMS propose une approche mondiale, mais le plaidoyer peut s'avérer nettement plus efficace si l'on transpose les conclusions et les statistiques dans un contexte national. Des événements internationaux comme la semaine mondiale des enseignants et la journée mondiale d'action, ou des dates nationales comme le début de l'année scolaire constituent autant d'occasions de plaidoyer permettant d'inviter la presse, les représentants du gouvernement et les autres parties prenantes afin d'étendre le dialogue en faveur des objectifs de l'EPT. Les outils et ressources sont disponibles sur le site de l'IE : www.ei-ie.org/fr

Sauf mention contraire, toutes les citations sont tirées du *Rapport mondial de suivi : atteindre les marginalisés* (UNESCO Publishing et Oxford University Press, 2010).



Progrès accomplis vers la réalisation des six objectifs de l'EPT

Le suivi des tendances nationales, régionales et internationales vers l'accomplissement des objectifs de l'Éducation pour Tous constitue la tâche essentielle du Rapport mondial de suivi. Deux messages généraux se dégagent du détail des rapports consacrés aux progrès réalisés sur la voie des objectifs de l'éducation pour tous. Le premier est une bonne nouvelle : il apparaît sans équivoque que le monde va dans la bonne direction, de nombreux pays parmi les plus pauvres enregistrant des progrès impressionnants sur divers fronts. Le second message contient quelques « mauvaises nouvelles » : compte tenu des tendances actuelles, les progrès en direction des objectifs de Dakar sont encore bien trop lents pour que soient atteints les objectifs fixés pour 2015. C'est ce que l'IE ne cesse de répéter depuis le début.

Éducation de la petite enfance : encore bien du chemin à parcourir

Le Rapport réitère le principe selon lequel un démarrage précoce dans l'éducation est particulièrement important pour les enfants issus de familles défavorisées. Selon le RMS,¹ l'éducation de la petite enfance (EPE) peut rompre les courroies de transmission des désavantages comme la pauvreté, le faible niveau d'instruction des parents, ou le fait de parler une langue minoritaire. En effet, des programmes d'EPE complets peuvent contribuer aux besoins des jeunes enfants en matière d'éducation et de développement, mais aussi en matière de santé et de nutrition.

Une note positive : le Rapport indique que la participation dans des programmes d'EPE est en constante augmentation. Par exemple, 140 millions d'enfants étaient scolarisés dans le cadre de programmes d'éducation préscolaire dans le monde en 2007, contre 113 millions en 1999. Pour la même période,² le taux brut de scolarisation est passé de 33 à 41 %. Cependant, il ressort également de ces statistiques que près de 60 % des jeunes enfants (entre 3 et 6 ans) n'ont toujours pas accès à l'éducation préscolaire. Le pourcentage d'enfants

¹ RMS, p.49 | ² RMS, p.50



 Internationale de l'Éducation

plus jeunes (entre 0 et 3 ans) n'ayant pas accès à l'éducation de la petite enfance est encore plus élevé. En effet, de nombreuses études, y compris celles de l'IE, ont démontré qu'il s'agissait d'une tranche d'âge particulièrement négligée. L'IE soutient l'appel du RMS fait aux gouvernements afin d'investir dans l'EPE. Tous les enfants, même les plus vulnérables et marginalisés, ont le droit à une EPE de qualité.

Enseignement primaire : en croissance mais pas encore universel

Le Rapport souligne que la dernière décennie a vu de rapides progrès en direction de l'enseignement primaire universel. Le nombre d'enfants non scolarisés dans le monde a diminué de 33 millions depuis 1999. Malgré cette importante amélioration, 72 millions d'enfants restent non scolarisés, principalement en Asie du Sud et de l'Ouest et en Afrique subsaharienne. Sur la base des tendances actuelles, il restera 56 millions d'enfants non scolarisés en 2015.

Malheureusement, force est de constater que 44 % des enfants non scolarisés dans les pays en voie de développement risquent de ne jamais l'être.³ Il s'agit pour la plupart d'enfant marginalisés : enfants vivant dans des zones de conflit ou d'après-conflit, filles, enfants vivant en milieu rural, enfants handicapés, orphelins du SIDA et autres groupes vulnérables. Il est également dérangentant de constater que certains pays qui étaient en progrès sont actuellement en régression ou font du sur-place, ce qui rend difficile, voire impossible la réalisation des objectifs de l'EPT pour 2015.

Le Rapport indique également que les disparités entre les sexes freinent elles aussi le progrès. Environ 54 % des enfants non scolarisés sont des filles. Les autorités publiques doivent prendre des mesures ciblées qui assureront aux filles un accès égal à l'éducation, tout en veillant à ce que les garçons ne soient pas laissés-pour-compte. L'IE partage le point de vue du RMS selon lequel la scolarisation des filles exige une action concertée en vue de changer les attitudes et les pratiques en matière de travail domestique.

³ RMS, p.12



La scolarisation des enfants est une chose positive, mais insuffisante en soi. Il est important de veiller à ce que les enfants restent à l'école et reçoivent une éducation de qualité qui rencontre leurs divers besoins d'apprentissage et autres. Le RMS de conclure avec justesse : « Le défi majeur n'est pas seulement de scolariser les enfants mais aussi de faire en sorte que, lorsqu'ils sont à l'école, ils suivent jusqu'à son terme une éducation de bonne qualité ».⁴

Compétences des jeunes et des adultes : davantage de possibilités

Le Rapport indique que la crise économique mondiale accentue l'importance de l'apprentissage et des compétences sur l'agenda politique. Cela est en partie dû à la nécessité de développer les compétences des travailleurs qui ont perdu leur emploi suite à la crise économique. La participation à l'enseignement technique et professionnel s'est accrue parallèlement au développement général de l'enseignement secondaire. Les pays développés sont parvenus à un enseignement secondaire presque universel. La progression dans les pays en voie de développement et dans l'enseignement supérieur s'est également accrue. Les progrès restent cependant inégaux. Par exemple, les taux bruts de scolarisation vont de 34 % en Afrique subsaharienne à 65 % dans les États arabes, et jusqu'à 90 % en Amérique latine. La scolarisation dans l'enseignement supérieur n'est que de 6 % en Afrique subsaharienne, contre 22 % dans les États arabes et 35 % en Amérique latine.⁵ L'IE est d'accord sur le fait qu'il faut éviter d'établir une séparation entre l'enseignement technique et professionnel et l'enseignement général, comme le souligne le Rapport. L'IE insiste également pour que l'enseignement technique et professionnel bénéficie d'une attention égale à celle portée aux autres niveaux d'enseignement.

L'alphabétisation des adultes reste un défi majeur

Sur la base des tendances actuelles, les objectifs de l'EPT visant à atteindre une augmentation de 50% des niveaux d'alphabétisation des adultes ne seront pas atteints. Malgré les progrès constants, 759 millions d'adultes, dont deux tiers de femmes, sont dépourvus de compétences de base en matière d'alphabétisme. Le RMS prévient : si l'on ne fait pas davantage pour accélérer les progrès, on comptera dans le monde 710 millions d'adultes analphabètes en 2015.⁶ Cette constatation appelle à un effort concerté des autorités publiques, de la société civile et de toutes les parties prenantes afin d'assurer que l'alphabétisation des adultes bénéficie d'autant d'attention que les autres niveaux d'enseignement. La mise en application des recommandations de la sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA VI) qui s'est tenue à Belem, au Brésil, en 2009 permettrait dans une large mesure de résoudre certaines des questions liées à l'éducation et à l'alphabétisation des adultes.

| ⁴RMS, p.67 | ⁵RMS, p.83-86 | ⁶RMS, p.104



L'éducation en péril : l'impact de la crise financière

La présente édition du Rapport a pour toile de fond la plus grave crise économique depuis la Grande Dépression des années 30. Les systèmes éducatifs de bien des pays les plus pauvres du monde subissent les contrecoups d'une crise qui est née dans les systèmes financiers du monde développé. Un danger menace : après une décennie d'avancées encourageantes, les progrès vers la réalisation des objectifs de l'éducation pour tous pourraient être freinés, voire anéantis, face à la montée de la pauvreté, au ralentissement de la croissance économique et à l'accentuation des pressions sur les budgets gouvernementaux. De plus, il est probable que l'aide des pays donateurs consacrée à l'accomplissement des objectifs de l'éducation pour tous, qui est déjà inférieure aux promesses passées, stagne encore davantage.

Les projections économiques actuelles indiquent par exemple que l'Afrique subsaharienne, une des régions du monde qui a le plus de besoins, est confrontée à une diminution potentielle annuelle de quelque 4,6 milliards de dollars américains des fonds destinés à l'éducation en 2009 et 2010. Ce chiffre représente 2 fois le montant actuel de l'aide à l'éducation de base pour cette région. La baisse de la dépense par élève du primaire pourrait, en 2010, atteindre 10 % par rapport à ce que prévoient les projections de croissance économique faites avant la crise. La diminution des ressources entraînera une diminution du financement destiné aux salaires des enseignants, aux classes et aux programmes d'éducation.

Les pays riches ont mis en place de vastes dispositifs de stimulation financière visant à soutenir le redressement économique et à protéger ou étendre l'enseignement public. Contrairement aux pays développés, les pays pauvres des régions en développement sont dépourvus des capacités requises pour contrecarrer la crise. La plupart ont désespérément besoin d'un accroissement de l'aide pour se donner les moyens de gérer le domaine des services publics et celui de l'éducation. L'allègement des pressions budgétaires à court terme est nécessaire pour mettre en place des plans de dépenses ciblés vers l'éducation de base. La communauté des donateurs doit donc



accorder la priorité à l'élargissement de l'espace financier de ces pays via un accroissement de l'aide.

La communauté internationale n'a pas répondu de manière efficace. Les gouvernements des pays riches et les sommets successifs du Groupe des 20 et du Groupe des 8 ont déplacé des montagnes financières pour stabiliser les systèmes financiers, mais ont accordé une aide dérisoire aux plus vulnérables.

La majeure partie des montants présentés comme aide additionnelle constitue en fait une aide existante et reprogrammée. En plus des promesses d'aide annuelle de 3 milliards de dollars américains, les donateurs ont apporté quelque 2 milliards de dollars américains aux pays à faible revenu, principalement par le biais du Fonds monétaire international. L'Afrique subsaharienne doit à elle seule faire face à un déficit de l'aide estimé à 80 milliards de dollars américains par an, par rapport aux projections faites avant la crise. Pire encore : comme l'indique l'enquête de l'IE sur l'impact de la crise sur l'éducation (2009), les pays ayant fait la demande puis bénéficié de l'aide du FMI ont dû accepter les anciennes conditions d'austérité et de réduction des dépenses publiques imposées.



Le pacte de l'aide : les engagements ne sont pas tenus

L'aide internationale est un élément vital du programme d'éducation pour tous. En 2000, les pays donateurs ont promis de ne laisser aucun pays, qui se serait engagé à réaliser les objectifs de l'éducation pour tous échouer par manque de financement. Malheureusement, c'est exactement ce qui est en train de se produire. Malgré une augmentation globale des montants de l'aide au cours de la dernière décennie, pour atteindre un montant de 10,8 milliards de dollars américains pour l'éducation en 2007 (plus deux fois le montant de 2002), les niveaux d'engagement stagnent autour de 12 milliards de dollars américains, soit le même montant qu'en 2004. En 2010, l'éducation a représenté environ 12 % de l'ensemble des engagements d'aide, comme en 1999-2000. Les raisons en sont multiples : Au-delà de la capacité des donateurs à honorer leur promesse et des inévitables fluctuations annuelles des engagements, les tendances récentes mettent en lumière de sérieux problèmes systémiques. L'un d'eux réside dans le fait qu'un petit groupe de donateurs domine l'aide à l'éducation. Les 5 donateurs les plus importants sont la France, l'Allemagne, l'Association internationale de développement de la Banque mondiale (IDA), les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Ces donateurs représentent presque 60 % du total des engagements en faveur de l'éducation. La mise à disposition de l'aide s'en trouve fragilisée car des mouvements relativement faibles des donateurs clés peuvent engendrer d'importants déséquilibres.

Le fait que les différents donateurs prennent des engagements très variables en faveur des différents niveaux de l'éducation constitue également une source de déséquilibre des flux d'aide. Les États-Unis et les Pays-Bas destinent plus de 60 % de leur aide à l'éducation de base, alors que la France, l'Allemagne et le Japon consacrent des parts similaires de la leur aux niveaux qui suivent l'éducation de base. De plus, certains pays donateurs consacrent une large part de leur aide à leurs propres institutions accueillant des étudiants étrangers. Pour compliquer encore le tableau, on notera l'apparition de nouveaux donateurs avec des agendas divers : Chine, Arabie Saoudite et secteur privé notamment.

Sans une aide prévisible, adéquate et ponctuelle, les gouvernements bénéficiaires éprouvent de sérieuses difficultés à établir des plans financiers, même à moyen terme, et à les respecter.

En toute logique, le Rapport appelle à une meilleure coordination de l'aide : alignement des activités des donateurs avec celles des destinataires, partage des programmes d'aide, financements conjoints pour l'éducation et partage des structures d'élaboration des rapports.

Pour atteindre le défi de Dakar d'ici 2015, le monde a besoin d'un cadre multilatéral ambitieux et d'un mécanisme de financement efficace pour fournir les ressources vitales et accélérer la progression. L'initiative de mise en œuvre accélérée (IMOA) n'est pas parvenue à acheminer les financements à l'échelle voulue et doit être réformée. Plus important encore, il est nécessaire d'adopter de nouvelles règles de gouvernance afin de donner plus de poids aux pays en développement et de rendre les procédures décisionnelles plus transparentes. L'IE ajoute à cela que les voix des professionnels de l'éducation et des organisations qui les représentent doivent également être entendues.

Le RMS estime que la réforme de l'IMOA doit :

- **faire de l'IMOA une fondation indépendante - en dehors de la Banque mondiale - ayant pour objectif de combler les déficits de financement de l'EPT et qui serait dotée d'un système de gouvernance accordant plus de poids aux pays en développement et aux groupements de la société civile;**
- **restructurer les procédures de planification et de financement en favorisant la transparence et en restreignant la domination des donateurs sur les décisions financières;**
- **mettre en place une base de financement fiable et prévisible grâce à la tenue régulière de conférences d'annonces de contributions;**
- **et répondre aux besoins des pays touchés par un conflit en soutenant à la fois les objectifs de redressement à court terme et les objectifs de planification à long terme via une procédure uniformisée au sein de l'IMOA.**

La crise financière mondiale nous a rappelé douloureusement les réalités de l'interdépendance mondiale. Les enfants des pays les plus pauvres subissent les erreurs des banques occidentales et sont ainsi privés de leur chance de bénéficier d'une éducation et de s'extraire du cercle vicieux de la pauvreté. Cette issue inacceptable renforcerait un type de mondialisation fondé sur des inégalités extrêmes.



Atteindre les marginalisés

La marginalisation est à juste titre le point central du Rapport. En raison de l'échec systématique des gouvernements à s'attaquer aux désavantages éducatifs extrêmes, de larges pans de la société restent hors d'atteinte des initiatives d'éducation positive. Comme le souligne le RMS, la marginalisation dans l'éducation a pour moteur un cocktail d'inégalités culturelles, sociales et économiques qui se renforcent mutuellement : différences en termes de richesse, de sexe, de langue, d'ethnicité, mais aussi entre les zones rurales et les zones urbaines. « Ces désavantages sont profondément enracinés dans des processus sociaux, économiques et politiques tenaces et des rapports de pouvoir inégaux – qui plus est entretenus par l'indifférence politique ».⁷

Bon nombre de gouvernements reconnaissent que l'éducation est un droit fondamental. Ils sont conscients que d'en restreindre l'accès mène à un amoindrissement des moyens d'existence et que les laissés-pour-compte risquent de voir leurs chances dans la vie réduites dans de nombreux autres domaines, comme l'emploi, la santé et la participation aux processus politiques qui ont une incidence sur leur vie. Cependant, leur échec à faire face de manière pratique et complète à ces inégalités entrave les progrès vers la réalisation des objectifs adoptés à Dakar. Le Rapport souligne qu'« il faut que les gouvernements fassent davantage pour offrir des possibilités d'éducation aux groupes difficiles à atteindre comme les minorités ethniques, les ménages pauvres vivant dans des bidonvilles ou des zones rurales reculées, ceux qui sont touchés par un conflit armé et les enfants handicapés ».⁸

Dès lors, l'un des messages clé du Rapport 2010 est que, malgré les récentes avancées, le dénuement en matière d'éducation reste très élevé et que les gouvernements doivent placer l'éducation inclusive au centre des agendas de l'EPT afin de vaincre la marginalisation.⁹ Les politiques gouvernementales devraient accorder davantage la priorité à l'éradication de l'extrême dénuement persistant en matière d'éducation. L'IE souligne le message clé du RMS : « L'inaction face aux inégalités, à la stigmatisation et à la discrimination liées au revenu, au sexe, à l'origine ethnique, à la langue, au lieu de résidence et au handicap [y compris le HIV et le SIDA] retarde les progrès vers l'édu-

| ⁷RMS, p.9 | ⁸RMS, p.9 | ⁹RMS, p.137

« éducation pour tous ». ¹⁰ L'IE souligne qu'il est impératif que les syndicats de l'éducation poursuivent leur lobbying auprès des gouvernements pour la protection de leurs secteurs publics et que les gouvernements respectent leurs engagements pour la réalisation des objectifs de l'éducation pour tous.

Dans le Rapport 2010, l'UNESCO propose un nouvel outil de mesure de la marginalisation. L'ensemble de données sur le dénuement et la marginalisation dans l'éducation (DME), ¹¹ est conçu pour aider les pays à identifier les groupes marginalisés et les niveaux de dénuement absolu en matière d'éducation. Avoir été scolarisé pendant moins de 4 années, le minimum requis pour l'éducation de base, est un indicateur de la « pauvreté éducative », tandis que le fait d'avoir été scolarisé pendant moins de 2 années est un indicateur de la « pauvreté éducative extrême ». Les constatations faites dans 63 pays en développement indiquent que la pauvreté éducative et la pauvreté éducative extrême prévalent surtout en Afrique subsaharienne, mais aussi en Asie du Sud-est et en Amérique latine. Le rapport souligne également que la marginalisation ne se limite pas aux pays en développement, mais qu'elle affecte tous les pays.

Les nombreux facteurs qui conduisent à la marginalisation interagissent, c'est pourquoi il s'en dégage des modèles complexes. Le fait d'être né dans une famille pauvre, et la vulnérabilité qui en résulte, constituent l'un des facteurs de marginalisation les plus déterminants. Les filles sont les plus susceptibles de ressentir les effets de la pauvreté du ménage : elles accomplissent des tâches ménagères, prennent soin des plus jeunes ou des malades, etc. Le travail des enfants est également un facteur qui affecte l'éducation. On estime qu'il y a dans le monde 166 millions d'enfants qui travaillent. ¹² La langue et l'origine ethnique conduisent à la marginalisation dans l'éducation par des voies complexes : les groupes d'autochtones et de minorités ethniques ont plus de risques d'être pauvres, exclus socialement, stigmatisés et d'obtenir de maigres résultats scolaires car

VIH et SIDA

Les besoins des enfants vivant avec le VIH et le SIDA sont bien documentés dans le Rapport 2010. Il existe cependant un manque important en termes de soutien aux enseignants vivant avec le VIH. Les enseignants jouent un rôle clé dans l'accès universel à l'éducation pour tous, mais dans certains pays, on estime à un sur 10 le nombre d'enseignants vivant avec le VIH. Garantir leur bien-être est absolument essentiel pour éviter une diminution drastique du corps professoral là où le manque d'enseignants se fait déjà cruellement ressentir. Faciliter l'accès aux soins pour tous, aux traitements et aux systèmes de soutien est un élément fondamental pour les enseignants vivant avec le VIH. Leur offrir un environnement où ils puisent aide et soutien, sans stigmatisation ni discrimination, est également essentiel pour qu'ils continuent de fournir au mieux de leur potentiel une éducation de qualité.

¹⁰ RMS, p.2 | ¹¹ L'ensemble de données sur le DME est disponible en ligne à l'adresse : <http://www.unesco.org/en/efareport/dme> | ¹² RMS, p.168

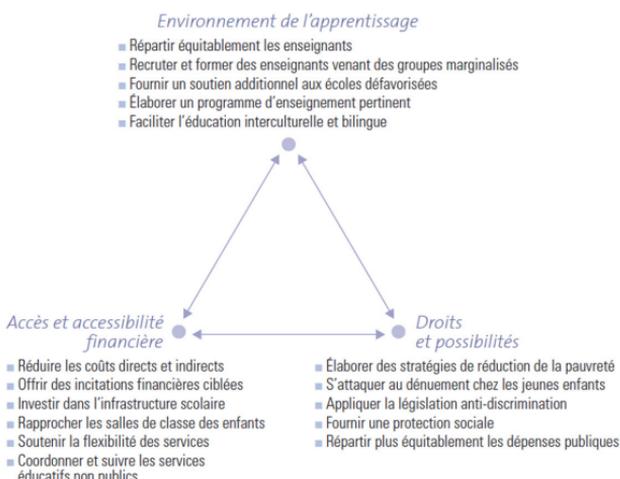
ils ne comprennent pas la langue. Les conflits constituent une source puissante de marginalisation dans l'éducation, dans des zones où les moyens d'éducation sont détruits ou sévèrement endommagés et où les enfants et les enseignants sont sujets à des attaques. Les enfants handicapés peuvent faire l'objet de négligences, de stigmatisation ou ont des possibilités réduites dans les systèmes éducatifs. Les enfants et les professeurs vivant avec le VIH et le SIDA peuvent subir des désavantages similaires.

L'IE soutient l'argument du Rapport selon lequel les gouvernements doivent développer des politiques ciblées en vue de réduire les inégalités ainsi que les écarts entre les groupes marginalisés et le reste de la société en identifiant précisément les groupes marginalisés. L'IE soutient fermement la déclaration selon laquelle : « Les objectifs nationaux en matière d'équité dans l'éducation devraient être considérés comme faisant partie intégrante des objectifs de l'éducation pour tous ».¹³ L'ensemble de données du DME peut être considéré comme un moyen « d'élaborer des politiques et des interventions qui puissent traduire en actions utiles les engagements en faveur de l'éducation pour tous. »¹⁴ Les données ventilées du DME permettent d'assurer le suivi et l'évaluation des progrès réalisés vers ces objectifs.

Pour vaincre la marginalisation en matière d'éducation, le Rapport souligne à juste titre que les gouvernements doivent développer des politiques qui s'attaquent aux causes profondes telles que l'inégalité sociale, les disparités entre les sexes, les désavantages ethniques et linguistiques et les écarts entre les zones géographiques. Le Rapport identifie trois ensembles de politiques qui peuvent venir à bout de la marginalisation. On peut les considérer comme les trois sommets d'un triangle de l'éducation inclusive : accès et accessibilité financière, droits et possibilités et environnement d'apprentissage.

Par le biais de ses programmes, l'IE défend ces politiques d'éducation inclusive pour vaincre la marginalisation. Ces programmes mettent principalement l'accent sur l'amélioration de l'environnement d'apprentissage en veillant à ce que les enseignants et les établissements soient équipés pour accueillir les enfants désavantagés.¹⁵ Cela implique de bouleverser les attitudes envers les groupes marginalisés et de travailler efficacement en classe avec des enfants provenant de milieux différents.

Figure 3.29 : Le triangle de l'éducation inclusive



| ¹³ GMR, p.11 | ¹⁴ RMS, p.10 | ¹⁵ RMS, p.200



Evolution professionnelle des enseignants : une clé pour la qualité et l'équité

L'IE est en parfait accord avec la déclaration du Rapport selon laquelle les enseignants sont la ressource éducative la plus importante dans de nombreux pays.¹⁶

Cependant, le Rapport 2010 comporte des preuves irréfutables de problèmes persistants et graves qui doivent être pris en considération : importante pénurie d'enseignants, taux d'encadrement élevé avec d'importantes disparités entre les zones rurales et urbaines, taux de départ élevé pour les enseignants et les étudiants, salaires bas des enseignants etc. D'après l'IE, il est essentiel d'investir dans l'évolution professionnelle des enseignants et dans des salaires décents. Il ne faut pas considérer uniquement cet investissement en termes d'accessibilité économique, mais aussi comme une priorité socio-économique vers la justice sociale.

Pour venir à bout de la pénurie de 10,3 millions d'enseignants qui sont nécessaires pour atteindre avant 2015 l'objectif de l'enseignement primaire universel de l'EPT, nous avons besoin de stratégies politiques nationales et internationales courageuses, basées sur la durabilité et la qualité, et non de mesures à court terme qui sacrifient la qualité au profit de la quantité. Une formation initiale et en cours de service de qualité ainsi qu'un développement professionnel pour les enseignants sont les pierres angulaires d'une éducation de qualité.

Une répartition bien gérée des enseignants et « des enseignants bien formés peuvent contribuer à atténuer les désavantages subis par les enfants marginalisés ».¹⁷ L'évolution professionnelle et la formation spécialisée sont également essentielles pour les enseignants évoluant dans des zones de conflit ou post-conflit, dans des zones rurales ou reculées.

L'IE pense que la qualité et l'équité ne sont réalisables qu'à l'aide de stratégies d'éducation holistiques. Des enseignants bien formés et des environnements d'apprentissage adaptés sont des éléments clé pour une éducation de qualité et de meilleurs processus d'enseignement et d'apprentissage. Cette approche holistique qui prend en

| ¹⁶ RMS, p.125 | ¹⁷ RMS, p.212



Internationale de l'Éducation

En partenariat avec l'organisation hollandaise Oxfam Novib, l'IE développe un programme pour des « éducateurs de qualité pour tous », plus connu sous le nom de “ Quality-Ed” Project. Des projets pilotes sont en cours au Mali et en Ouganda. Cette initiative se base sur une approche holistique impliquant une appropriation du projet par des acteurs nationaux, un partage des profils de compétence des enseignants primaires, et un programme remanié intégrant les compétences de vie et le soutien en cas de traumatisme, tout spécialement dans le Nord de l'Ouganda. L'un des autres objectifs de ce projet est également de construire des ponts entre l'éducation formelle et non formelle en termes de programme et de statut des enseignants.

considération les besoins spécifiques des groupes marginalisés ne peut aboutir qu'avec l'engagement de tous les acteurs du secteur de l'éducation, nationaux et externes, dans les branches formelles et non formelles de l'éducation.

L'IE craint que le fait d'insister pour atteindre un « équilibre entre un coût abordable et un bon enseignement¹⁸ » ne fournisse aux autorités publiques un prétexte pour ne pas investir dans les enseignants et un enseignement de qualité. Les autorités publiques et les donateurs doivent identifier les besoins financiers, définir des objectifs et développer une gestion efficace et une responsabilisation fiable. Les objectifs de Dakar (2000) ne visent pas une éducation abordable pour tous, mais une éducation de qualité pour tous.

L'IE est en accord avec les chercheurs du RMS qui affirment que « les gouvernements et les donateurs doivent faire en sorte que la rémunération des enseignants exprime un engagement à dispenser une éducation de bonne qualité par l'intermédiaire d'un personnel qualifié et motivé ». ¹⁹ Cet objectif relève cependant d'un vrai défi car le RMS stipule que « le déficit de financement est bien plus important que supposé précédemment ». ²⁰ Les dépenses liées aux enseignants doivent augmenter de 40% et il faudra environ 6,2 millions de classes supplémentaires!

Par conséquent, les gouvernements nationaux doivent augmenter les budgets consacrés à l'éducation et les donateurs doivent augmenter le volume d'aide si nous voulons réaliser un jour l'objectif d'atteindre les marginalisés.

| ¹⁸ RMS, p.129 | ¹⁹ RMS, p.129 | ²⁰ RMS, p.130



Se montrer à la hauteur du défi de l'EPT

Le Rapport 2010 établit un plan en 10 points que les gouvernements, les donateurs et la communauté internationale peuvent utiliser pour affiner leur engagement politique en vue d'atteindre les objectifs de l'EPT. Ces points sont les suivants :

1. **Fixer des cibles axées sur l'équité pour l'ensemble des objectifs de l'Éducation pour Tous**
2. **Élaborer des systèmes de collecte de données privilégiant les statistiques ventilées pour identifier les groupes marginalisés et suivre leurs progrès**
3. **Déterminer les facteurs de marginalisation de groupes spécifiques**
4. **Adopter une approche intégrée qui s'attaque aux causes interdépendantes du désavantage, que ce soit dans l'éducation ou dans d'autres domaines**
5. **Accroître la mobilisation des ressources et renforcer l'équité dans les dépenses publiques**
6. **Veiller à ce que les donateurs d'aide respectent leurs engagements et convoquer une conférence d'annonce de contributions en faveur de l'éducation pour tous**
7. **Améliorer l'efficacité de l'aide en accordant un regain d'attention à l'équité et aux pays touchés par un conflit**
8. **Consolider l'architecture multilatérale de l'aide à l'éducation**
9. **Intégrer les interventions menées par les organisations non gouvernementales dans les systèmes éducatifs nationaux**
10. **Élargir les droits des personnes marginalisées par la mobilisation politique et sociale**

Les organisations membres doivent évaluer ces recommandations en termes de contexte national spécifique. Les recommandations qui



 Internationale de l'Éducation

reflètent la réalité sur le terrain peuvent servir de lien avec votre gouvernement, pour effectuer un lobbying auprès des institutions internationales afin d'accélérer les progrès et d'évaluer la manière dont votre organisation peut accroître encore son efficacité pour atteindre les normes d'une éducation de qualité.

L'IE est d'avis que les syndicats peuvent participer au lobbying auprès de leur gouvernement afin de mettre en place les éléments de ce plan : faire de l'équité une priorité nationale basée sur la réduction des disparités liées à la richesse, au genre, à la langue ou à la situation géographique. Seule une amélioration de l'accès et de l'accessibilité financière à l'éducation pour les groupes socialement désavantagés pourra venir à bout de la marginalisation. Il faudra pour cela répartir plus équitablement les enseignants et mettre en place une éducation interculturelle et bilingue, veiller à la qualité des services publics et renforcer les lois de lutte contre la discrimination. Les syndicats peuvent également agir auprès de leurs gouvernements afin qu'ils honorent leurs promesses en termes d'aide et qu'ils accordent la priorité à l'équité et aux zones affectées par les conflits. Cet élément revêt une importance toute particulière dans le contexte de la crise économique mondiale. En effet, dans les pays à faibles revenus, la lenteur de la croissance économique a fait naître des pressions budgétaires qui ont eu un effet désastreux sur les dépenses publiques consacrées à l'éducation et aux marginalisés.

Les syndicats peuvent également agir en rassemblant des données ou en entreprenant des recherches afin d'identifier les facteurs de la marginalisation dans leur propre pays. Au niveau international, les organisations de la société civile peuvent étendre les droits des groupes marginalisés à travers la mobilisation politique et sociale et l'action législative afin d'assurer la non discrimination et l'égalité des chances. La campagne mondiale pour l'éducation est l'un des piliers dans ce secteur. Les syndicats membres de l'IE peuvent y contribuer dans une large mesure.

Pour des millions d'enfants à travers le monde, le noble concept d'une instruction publique gratuite universelle demeure une promesse non tenue.

Un progrès réel n'est possible qu'au travers d'un dialogue régulier et conséquent entre les décideurs gouvernementaux et les syndicats d'enseignants et de travailleurs de l'éducation à travers le monde.



Internationale de l'Éducation

est la Fédération syndicale mondiale qui représente 30 millions d'enseignants et membres du personnel de l'éducation, du niveau préscolaire au niveau universitaire, dans 171 pays et territoires.

Siège

5, Bd du Roi Albert II
1210 Bruxelles, Belgique
Tél. +32 2 224 06 11
Fax +32 2 224 06 06
headoffice@ei-ie.org
<http://www.ei-ie.org>

IE 2010
ISBN: 978-92-95089-56-3 (Paperback)
ISBN: 978-92-95089-57-0 (Pdf)